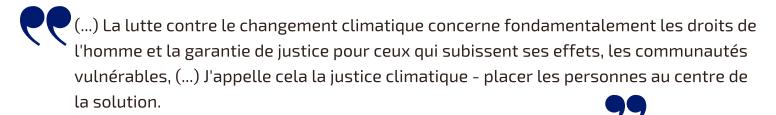
Placer la justice au centre de nos ambitions climatiques



Mary Robinson, envoyée spéciale des Nations-Unies pour le changement climatique.

Il est urgent d'agir. Nous avons tous besoin d'une planète vivable pour nous épanouir. Bien que nous subissions tous les effets du changement climatique, tout le monde ne sera pas touché de la même façon. Il y a une grande différence dans la manière dont les gens peuvent se protéger et s'adapter aux conséquences graves, en fonction du contexte social, économique et politique dans lequel ils vivent. Le modèle commercial obsolète et inéquitable a provoqué des inégalités majeures qui nuisent à la fois aux personnes et à la planète. La pandémie actuelle a révélé, une fois de plus, ces lacunes. Le changement climatique est un enjeu mondial qui nous impose la vigilance lorsque nous travaillons en faveur du commerce équitable. Il ne peut y avoir de justice climatique sans justice commerciale. Le mouvement du commerce équitable en appelle à faire face ensemble à la crise actuelle. Des voix dans notre mouvement, notamment celles des agriculteurs.trices et des travailleurs.euses nous obligent à réfléchir aux défis actuels et futurs d'un mode de vie durable. En tant que commerçant.e.s équitables, nous pensons que les agriculteurs.trices et des travailleurs.euses sont au cœur de la lutte pour un avenir durable. Leur assurer un revenu et un salaire décents est donc une étape cruciale pour progresser. Un revenu équitable est l'une des conditions préalables à l'inversion des tendances environnementales et climatiques négatives et à la construction d'un monde meilleur après la pandémie.

Faites de la justice la norme dans le commerce

La pandémie du Covid a renforcé les inégalités structurelles rigides qui dominent notre société et a souligné la nécessité de construire nos systèmes économiques d'une manière socialement juste et respectueuse de la planète. Nous devons donc repenser nos relations économiques. Continuer sur la même voie aura des conséquences catastrophiques pour les générations actuelles et futures.

Le nombre d'entreprises qui se sont engagées dans la démarche vers la justice sociale a augmenté ces dernières années. Toutefois, la marge de croissance est encore très importante et la législation devra jouer un rôle clé à cet égard. Les engagements volontaires ne suffiront pas à réaliser une avancée vers une production et un commerce durables. Nous saluons donc les initiatives nationales, internationales et multilatérales visant à rendre les entreprises responsables de leur impact sur les droits de l'homme et sur la planète tout au long de leurs chaînes d'approvisionnements.

Le mouvement du commerce équitable souligne depuis longtemps la nécessité de transformer les modèles d'entreprise qui perpétuent la pauvreté dans le monde. Néanmoins, ce type de comportement commercial reste la norme dans chaînes mondiales d'approvisionnements agricoles. Nous savons, toutefois, que ces problèmes ne se limitent pas au secteur agricole. L'exploitation est également monnaie courante dans les secteurs de l'habillement, du textile, de l'industrie minière, de la production de chaussures et d'articles de sport. Dans toutes ces chaînes, les producteurs trices et les travailleurs euses au début de la chaîne sont soumis à des conditions de vie dures et précaires. Et ce, alors qu'ils n'ont qu'un accès limité aux opportunités économiques qui leur permettraient de gagner leur vie de manière durable.

De nombreux commerçants.es profitent des efforts de ces producteurs.trices et travailleurs.euses en exploitant la différence de pouvoir de négociation entre les divers acteurs.trices. Ce comportement devient d'autant plus problématique lorsqu'il s'agit du changement climatique, alors que l'on s'attend à ce que les producteurs.trices et les travailleurs.euses soient responsables, eux-mêmes, de leur propre résistance face au changement climatique. Les conditions météorologiques et les modèles saisonniers évolutifs exercent encore plus de pression sur les faibles revenus des petits agriculteurs.trices, qui, déjà auparavant, étaient soumis à une pression croissante en raison de la faiblesse et de la volatilité des prix. En outre, ils sont soumis à des exigences croissantes en matière de méthodes de production durables sans recevoir le soutien ou les incitations indispensables. Il est nécessaire de prendre des décisions politiques qui donnent aux petits agriculteurs.trices l'accès aux outils financiers.

La gravité et la fréquence croissantes des catastrophes naturelles affectent directement les régions de production alimentaire mondiale, en particulier celles situées dans les régions tropicales. Dans le monde entier, les producteurs et les travailleurs.euses sont impactés par les conditions météorologiques changeantes, ce qui entraîne une diminution de la sécurité alimentaire, une détérioration des infrastructures et des équipements (publics), des pertes de propriété et d'autres conséquences désastreuses. Pour les agriculteurs.trices, c'est un interminable cycle vicieux: leur manque de ressources pour s'adapter au changement climatique ne fait qu'aggraver leur situation précaire face au changement climatique. Nous ne pouvons pas attendre, et ce ne serait pas juste, des producteurs.trices et des travailleurs.euses qu'ils prennent en charge tous les coûts pour réaliser les adaptations nécessaires. Dans ce que nous appelons l'Adaptation équitable, nous invitions tous les partenaires commerciaux à assumer leurs responsabilités et à coopérer afin de relever les défis que cette transformation implique.

Il s'agit donc d'une question de justice climatique. Ceux qui ont le moins contribué à la crise climatique sont ceux qui en ressentiront le plus durement les effets négatifs. C'est aussi une question de droits de l'homme et de dignité, une question pour les générations actuelles et futures et, une question liée aux débats sur la justice entre les sexes et les droits des peuples autochtones.

Responsabilité du commerce mondial

Dans le mouvement du commerce équitable, nous voyons des opportunités pour les producteurs, les travailleurs.euses et les consommateurs de travailler ensemble sur des solutions basées sur et pour la nature. Nous constatons que les petit.e.s agriculteurs.trices jouent un rôle essentiel dans l'alimentation du monde et le font souvent de manière durable. Nous savons que les petits agriculteurs.trices doivent faire partie des solutions que la communauté internationale propose pour réduire les émissions anthropiques de gaz à effet de serre. Leurs voix doivent être entendues et leurs préoccupations prises en compte.



Lorsque nous parlons de systèmes de production durables, nous devons reconnaître "l'éléphant dans la pièce". Cela signifie que les structures de marchés et les pratiques commerciales dépassées ne parviennent pas à générer des sources de revenus durables pour tous les acteurs des chaînes de valeur. Les prix trop bas pour assurer un revenu décent aux agriculteurs.trices et des salaires décents aux travailleurs.euses doivent être ajustés pour rompre la spirale négative de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement

En outre, les modèles respectueux du climat, tels que l'agroécologie, doivent être intensifiés. Tous les acteurs des chaînes de valeur doivent travailler ensemble et reconnaître que des prix et des investissements équitables sont nécessaires pour réaliser une transition équitable vers des modèles de production et de consommation durables.

Nous voyons un avenir avec Fair Adaptation pour tous

La dimension sociale du changement climatique est souvent négligée ou n'est pas abordée lors des négociations dans les forums existants. Le mouvement du commerce équitable, quant à lui, estime que la dimension sociale est indispensable en tant que partie prenante dans la lutte pour un avenir climatique neutre. Tant que cet aspect restera sous-estimé comme faisant partie intégrante des actions climatiques menées par les membres de la COP, nous craignons que très peu de progrès ne soient réalisés ou que la communauté internationale ne parvienne pas à éviter les pires conséquences d'une augmentation de +1,5°C.

Les entreprises façonnent notre planète. Les entreprises qui intègrent la durabilité et l'action climatique dans leur activité principale existent déjà - elles appliquent les principes du commerce équitable et atteignent un niveau plus élevé de durabilité sociale et environnementale - tout en disposant toujours d'un modèle commercialement viable. L'approche du commerce équitable est un modèle dans lequel les entreprises élaborent leur activité principale de manière à servir réellement les personnes et la planète. Ces types de pratiques commerciales alternatives sont une composante essentielle pour atteindre les SDG et constituent une voie vers un avenir durable pour tous.

Nous plaidons pour une meilleure approche dans la reconstruction de notre société en expérimentant des modèles commerciaux alternatifs qui intègrent la durabilité et l'action climatique dans les pratiques commerciales de base. Avec les entreprises qui s'approvisionnent auprès des producteurs suivant la démarche du commerce équitable, nous pouvons œuvrer en faveur d'une solution écologique qui atténue les gaz à effet de serre issus de l'utilisation non durable des terres - qui dépassent généralement de loin les émissions liées au transport. Partant du principe que les pratiques les moins durables sont dues à des acheteurs et de détaillants puissants qui pressent les producteurs et les fournisseurs afin de promouvoir le modèle agro-industriel et d'augmenter leurs profits, nous pensons que les entreprises alternatives ouvrent la voie à des modes de production et de consommation durables.



Réécrire l'avenir:

"Il doit y avoir une justice climatique et une justice commerciale"

Nous invitons les décideurs.deuses politiques, les chefs.fes d'entreprises, les financiers du climat et les organisations de la société civile à investir plus de temps et de ressources dans des solutions contextuelles spécifiques qui permettent à tous les acteurs d'assumer et de prendre leurs responsabilités. Les petit.e.s agriculteurs.trices et les travailleurs.euses font partie des solutions à la crise climatique.



La question n'est pas de savoir s'il faut une justice climatique ou une justice commerciale. Ces deux éléments sont intrinsèquement liés. Plus les modèles d'entreprise seront écologiques, plus nous serons en mesure d'accroître la durabilité sociale et environnementale. Ces deux éléments sont absolument nécessaires pour que les modèles durables fonctionnent et pour amorcer les transitions nécessaires à la réalisation des Sustainable Development Goals et les objectifs contenus dans l'accord de Paris.

Le temps presse: nous ne sommes qu'à 9 "récoltes" d'atteindre les SDG



Fixez-vous des objectifs et rendez-les mesurables

Nous demandons aux gouvernements d'encourager le secteur privé, tout au long de la chaîne d'approvisionnements, à être plus transparent et responsable de ses engagements en matière de durabilité et, à travailler avec les petit.e.s producteurs.trices et les travailleurs.euses pour assurer des moyens de subsistance durables.

Soutenez les déclarations obligatoires qui imposent à toutes les grandes entreprises et organisations de cartographier leur empreinte carbone complète. Cela rendra les entreprises responsables et veillera à ce que les efforts des leaders ne soient pas réduits à néant par les entreprises qui restent à la traîne. Nous invitons les pouvoirs publics à élaborer des politiques qui encouragent des mesures efficaces et qui valorisent les efforts des entreprises progressistes.

Nous encourageons les pays à revenus élevés et les pays à fortes émissions à inclure le transport aérien et maritime international dans leurs engagements climatiques nationaux comme le Royaume-Uni l'a déjà annoncé en avril.

En ce qui concerne le sommet de la COP26, nous demandons au Royaume-Uni, en tant que pays hôte des discussions sur le climat, de réunir une plateforme d'entreprises multinationales et de pouvoirs publics afin de trouver des solutions collectives aux défis posés par les gaz à effet de serre importés, notamment ceux provenant des transports aériens et maritimes.



Financement climatique à l'échelle

Nous soutenons fermement l'appel international lancé aux pays à revenus élevés pour qu'ils respectent leur promesse de soutien climatique à hauteur de 100 milliards de dollars.

Selon le IFAD/CPI (2020), seulement 2% de tous les financements climatiques parviennent aux petit.e.s agriculteurs.trices. Pour cette raison, les critères d'éligibilité et les procédures des outils financiers tels que le Green Climate Fund devraient être davantage axés sur les produits locaux et leurs organisations afin qu'ils puissent accéder au financement climatique sans charges administratives excessives. Le financement climatique devrait profiter aux agriculteurs.trices par le biais d'un soutien financier et de partenariats au niveau des entreprises qui permettent aux agriculteurs.trices de s'adapter et de devenir plus résistant.e.s, ainsi que de soutenir une production climatiquement neutre.

Nous demandons aux gouvernements de soutenir et de promouvoir des partenariats durables; les partenariats seront plus efficaces si les agriculteurs.trices sont au cœur du processus décisionnel. Ils savent mieux que quiconque comment le changement climatique affecte leur environnement local et quelles mesures doivent être prises pour devenir plus durables et plus résistants

En particulier, les communautés agricoles devraient être en mesure de déterminer l'orientation des programmes de mise en place et d'en tirer des avantages sociaux et financiers évidents, ainsi qu'un niveau élevé de captage du carbone.

Les entreprises doivent payer un prix équitable et se conformer à des pratiques commerciales équitables en vue de garantir que les producteurs disposent des ressources pour réaliser les investissements nécessaires pour s'adapter à un climat changeant et à l'atténuer. Cela signifie également que les coûts liés au respect de la législation actuelle et future en matière d'environnement et de climat ne soient pas répercutés sur les producteurs.trices par le biais d'une baisse de prix de leurs produits ou de salaires plus bas pour les travailleurs.euses.



De nouvelles règles et réglementations commerciales, la base de la réalisation de notre programme commun

Dans le cadre d'un engagement sans faille en faveur des droits de l'homme, des SDG et de l'Accord de Paris, la politique commerciale mondiale doit promouvoir les normes environnementales les plus élevées par le biais d'exigences contraignantes et exécutoires dans les accords commerciaux, afin que les meilleures pratiques soient propagées, que l'innovation à faible émission de carbone soit encouragée, que la production du commerce de produits durables et l'introduction de technologies vertes dans les chaînes d'approvisionnement deviennent courantes.

Nous soutenons les initiatives visant à renforcer la réglementation environnementale, telles que celles menées par l'Union européenne ou le projet de loi britannique sur l'environnement, pour lutter contre la déforestation dans les chaînes de valeur.

Il sera crucial de mettre en place des mesures solides pour pénaliser les entreprises qui ne se conforment pas aux réglementations climatiques et également de veiller à ce que les petit.e.s agriculteurs.euses et les travailleurs.euses soient soutenu.e.s dans les coûts de mise en conformité avec les mesures obligatoires de diligence. Des conditions cadres juridiques contraignantes devraient être établies afin de promouvoir le commerce durable, d'empêcher la concurrence déloyale, de mettre fin à l'exploitation des personnes et de la nature et de veiller à ce que les parties prenantes puissent faire valoir leurs droits en ayant accès à des voies de recours juridiques.

Il n'est pas trop tard pour que de nombreuses parties adoptent les principes du commerce équitable. Le mouvement du commerce équitable accueille ceux.celles qui recherchent des solutions viables et peut aider à éviter les conséquences les plus graves en travaillant ensemble pour parvenir à la justice climatique. En travaillant ensemble, nos actions collectives pour le climat nous permettront d'atteindre les objectifs du Decennium des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes.

Signé par







































